



MANUFACTURES
NATIONALES - SÈVRES
MOBILIER NATIONAL

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**CHANTIER DES COLLECTIONS PATRIMONIALES
CHANTIER DES COLLECTIONS B9**

Numéro : 2025-MAPA-13

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P.)**

Table des matières

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES.....	4
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur	4
1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national	4
1.3 Précision terminologique.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
2.1 - Objet du marché.....	4
2.2 - Allotissement	5
2.3 - Forme du marché.....	5
2.3.1 – lot 1.....	5
2.3.2 – lot 2.....	5
2.4 - Représentation des parties	6
2.5 - Forme des notifications et informations au titulaire	6
2.6 – Réalisation de prestations similaires.....	6
2.7 – Langue	6
ARTICLE 3 - LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	7
ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHÉ – CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX.....	8
5.1 Montant du marché	8
5.1.1. Lot 1 (marché ordinaire).....	8
5.1.2. Lot 2 (accord-cadre à bons de commande)	9
5.2 - Contenu des prix.....	9
5.3 - Variation des prix	10
5.4 – Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).....	10
5.5 – Monnaie.....	10
ARTICLE 6 – CLAUSES DE SÛRETE ET DE FINANCEMENT	10
6.1 - Retenue de garantie.....	10
6.2 - Avance	10
ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE	11
7.1 – Modalités de règlement du prix	11
7.2 - Demandes de paiement.....	11
7.4 – Règlement en cas de sous-traitance	11
7.5 - Présentation des demandes de paiement.....	11
7.6 - Délai de paiement – Intérêts moratoires.....	12
ARTICLE 8 – DURÉE DU MARCHÉ- RECONDUCTION(S) - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	12
8.1 - Durée du marché - Reconduction(s)-	12
8.2 - Délais d'exécution :	12
8.3 – Prolongation du délai d'exécution	12
8.4 - Pénalités.....	13
8.5 – Modalités de recouvrement des pénalités.....	13
ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DES PARTIES	14

9.1 – Obligations du pouvoir adjudicateur	14
9.2 – Obligations du titulaire	14
9.2.1 – Obligation de résultat.....	14
9.2.2 – Obligation de conseil	15
9.2.3 – Obligation d'information	15
9.2.4 – Obligation de confidentialité.....	15
9.2.5 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	15
9.2.6 – Protection de l'environnement.....	16
ARTICLE 10 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	16
10.1 – Opérations de vérification	16
10.2 – Réception	16
ARTICLE 11 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	16
11.1 – Lutte contre le travail dissimulé.....	16
11.2 – Emplois de travailleurs étrangers	17
ARTICLE 12 – RESPONSABILITES - ASSURANCES.....	17
12.1 – Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants	17
12.2 – Assurance de responsabilité civile professionnelle.....	17
ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHE	18
13.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général	18
13.2 – Résiliation du marché aux torts du titulaire	18
ARTICLE 14 – LITIGES.....	19
ARTICLE 15- CLAUSES DE RÉEXAMEN	19
15.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	19
15.2 – Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution.....	20
15.3 – Prix nouveaux - prestations supplémentaires ou modificatives	20
ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	20

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

Le présent marché est porté par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l'établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales » ou « l'acheteur ».

N° de SIRET : 939 106 274 00011

1.2 Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

1.3 Précision terminologique

Il est entendu par « titulaire » l'entreprise attributaire du marché, pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 - Objet du marché

Le présent marché porte sur un chantier des collections du Musée national de céramique, principalement situé dans le bâtiment B9 du site de Sèvres. Il concerne des œuvres en majorité céramiques (porcelaines de Sèvres des 19e-21e siècles, céramique contemporaine et extra-européenne), issues des collections du Musée, de la Manufacture et de dépôts externes. Le marché inclut des opérations de transport interne sur le site.

Les prestations sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot et ses annexes.

Lieu(x) d'exécution :

Lot 1 : Sèvres (92310).

Lot 2 : Sèvres (92310), sauf réalisation des prestations caisses dans les locaux du prestataire, puis livraison sur site par ses soins

2.2 - Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché est passé en **deux lots juridiques distincts**, à savoir :

<i>Numéro du lot</i>	<i>Intitulé du lot</i>
1	Chaîne opératoire « céramiques 19 ^e -21 ^e siècles et extra-européenne »
2	Transport « céramiques 19 ^e -21 ^e siècles et extra-européenne »

Le présent CCAP est commun aux deux lots.

2.3 - Forme du marché

2.3.1 – lot 1

Le lot 1 est un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

2.3.2 – lot 2

Le lot 2 est passé sous la forme d'un **accord-cadre mono-attributaire à bons de commande**, tel que réglementé par les articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum de l'accord-cadre, sur la durée totale du marché est de 100 000€ TTC. Ce montant maximum ne constitue pas un engagement de la part du pouvoir adjudicateur.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. Aucun bon de commande non visé ne doit être pris en charge par le titulaire. Aucune facture correspondant à un bon de commande non signé ne sera payée.

En cas de dénonciation et de même, à l'échéance normale du terme contractuel du marché, le titulaire conserve la responsabilité de l'exécution des bons de commande notifiés au cours de la période de validité du marché.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

Le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire :

- Soit une commande sur la base des prix du BPU ;
- Soit une demande définissant les caractéristiques détaillées de la prestation (lieu d'enlèvement et de destination des œuvres et autres biens, leurs caractéristiques, leur nombre, délai d'exécution de la prestation, etc.). Le titulaire devra transmettre ce devis dans un délai de 72 heures à compter de la réception de la demande ou, en cas d'urgence, dans un délai de 24 heures.

Pour les prestations prévues au BPU : En réponse aux éléments mentionnés dans la demande, le titulaire établit un devis sur la base des prix fixés dans le BPU.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le titulaire doit notifier ses observations dans un délai de 48 heures à compter de la réception du bon de commande. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Annulation d'une commande : Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur conserve la faculté d'annuler celui-ci. A cette occasion, le pouvoir adjudicateur prend à sa charge les frais que le titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et seulement si le titulaire produit les justificatifs afférents adéquats.

Suspension d'une commande : Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de suspendre l'exécution de celui-ci pour une durée maximale de six (6) mois. A cette occasion, le pouvoir adjudicateur prend à sa charge les frais que le titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et seulement si le titulaire produit les justificatifs afférents et où la suspension est supérieure à une durée d'un (1) mois.

Modification d'une commande : Si, en cours de validité, il s'avère nécessaire de modifier des termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'une commande modificative soumise aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Défaillance dans l'exécution d'une commande : En cas de défaillance totale ou partielle dans l'exécution de la commande, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

2.4 - Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au pouvoir adjudicateur ou au titulaire. En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent marché sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

2.5 - Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception : remise contre récépissé daté, échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception) ou lettre recommandée avec accusé de réception postal. Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

2.6 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.7 – Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir à sa charge ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français. A ce titre, l'ensemble des intervenants du titulaire devra posséder une parfaite maîtrise et compréhension de la langue française. Le pouvoir adjudicateur pourra demander le remplacement, à tout moment et sans surcoût, de tout intervenant dont la maîtrise de la langue française est insuffisante

et problématique pour la bonne exécution des prestations ou, à défaut, l'intervention d'un traducteur aux frais exclusifs du titulaire.

ARTICLE 3 - LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles, dont seuls les documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi, et leur ordre de priorité sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) – lot 1 ;
 - L'annexe n° 1 à l'AE : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) propre au lot 1 ;
 - L'annexe 2 à l'AE : La déclaration de sous-traitance et agrément des conditions de paiement (le cas échéant) (à télécharger ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) – lot 2 ;
 - L'annexe n° 1 à l'AE : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
 - L'annexe 2 à l'AE : La déclaration de sous-traitance et agrément des conditions de paiement (le cas échéant) (à télécharger ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux deux lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes pour chacun des lots ;

Lot 1 :

Annexe 1 Plan général du site

Lot 2 :

Annexe 1 : Plan général du site

Annexe 2 : Caractéristiques des moyens d'élévation des bâtiments 18 et 24

- Les documents remis lors de la visite obligatoire :
 - 1- Documents relatifs aux collections
 - 1.1 Liste des œuvres hors format et grand format
 - 1.2 Liste des œuvres à rayonnement ionisant
 - 1.3 Liste des caisses de lots
 - 1.4 Trame de saisie sur tableur (lot 1 uniquement)
 - 2– Schéma de l'espace temporaire
 - 3 – Eléments de cadrage des protocoles de décontamination des œuvres (lot 1 uniquement)
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021), consultable sur le site internet de Légifrance ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le cadre de réponse technique du titulaire.

Le marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les compléments ou les modifications doivent être constatés par voie d'avenant dûment signé par les représentants habilités de chaque partie, à défaut de quoi, ce sont les pièces initiales qui feront foi.

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. En cas de contradiction entre les stipulations du CCAP

et/ou du CCTP, et leurs annexes, et les stipulations contenues dans la proposition du titulaire, ces dernières seront réputées nulles et non écrites.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans le cadre de l'exécution du présent marché, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution des prestations. En cas d'infraction aux instructions, lois, règlements, etc., le titulaire en supportera seul les conséquences, notamment les pénalités, amendes et/ou dommages-intérêts éventuels, et s'engage en tant que de besoin à en relever indemne le pouvoir adjudicateur pour le cas où de telles sanctions ou condamnations lui seraient appliquées ou prononcées à son encontre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

Cession de créance - Nantissement - Pièces à délivrer au titulaire :

Il ne sera pas délivré, **par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS**, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, lors de la notification du marché au titulaire.

Cependant, sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant de l'accord-cadre. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHE – CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX

5.1 Montant du marché

5.1.1. Lot 1 (marché ordinaire)

Le présent lot est traité à prix forfaitaires. Les prix du marché sont détaillés au moyen de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), en annexe n°1 à l'acte d'engagement.

5.1.2. Lot 2 (accord-cadre à bons de commande)

Le titulaire sera rémunéré par le pouvoir adjudicateur sur la base des prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement, appliqués aux quantités de prestations effectivement réalisées.

Le titulaire certifie que les prix proposés n'excèdent pas ceux de son barème habituellement pratiqué auprès de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

Le titulaire conserve la faculté, à titre commercial et en fonction des particularités de chaque dossier, d'appliquer des tarifs inférieurs à ceux prévus au BPU, notamment en répercutant d'éventuelles remises, ristournes ou baisses de prix consenties par ses fournisseurs ou intermédiaires.

En cas de reconduction, ces prix sont maintenus sous réserve des dispositions ci-dessous sur la variation des prix.

Le lot 2 est conclu sans montant minimum avec un montant maximum de 100 000€ TTC. Ce montant maximum est valable pour la durée totale du marché.

5.2 - Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet du marché, notamment :

- La participation aux réunions et visites,
- Les formations du personnel ;
- Les frais de rédaction, de reprographie et de diffusion de tous les documents à la charge du titulaire,
- Les frais de transport,
- Les frais de main d'œuvre,
- Les frais d'assurances,
- Les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du titulaire,
- Les frais d'emballage, de stockage et de manutention des œuvres, le cas échéant,
- Les frais de secrétariat et d'établissement des mémoires, factures, devis, etc.,
- Les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de ses prestations,
- Les frais liés aux mesures réglementaires ou non en matière de sécurité et de protection de la santé des salariés,
- La réception et le traitement des bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur.
- Les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix du marché :

- En cas de cotraitance, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

Sauf contraintes imprévues ne résultant pas d'un défaut de prévoyance du titulaire, toute augmentation du nombre de personnels, de journées ou d'heures supplémentaires nécessaires aux opérations de manutention, de déballage et de remballage ne donnera lieu à aucun supplément de prix.

Le titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des documents du dossier de consultation, s'être assuré de l'exactitude, de la suffisance et de la cohérence des informations fournies, et s'être rapproché du pouvoir adjudicateur pour obtenir tout renseignement complémentaire utile. À ce titre, il ne pourra prétendre à aucune rémunération supplémentaire.

L'ensemble des prix est réputé inclure toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement complet des prestations objet du présent marché.

Les prix comprennent au maximum deux chiffres après la virgule.

5.3 - Variation des prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois Mo, à savoir le mois de remise de l'offre.

Les prix du marché sont fermes et non actualisables.

5.4 – Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les prix sont exprimés hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Le montant des paiements sera calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur de la taxe.

En cas de modification du taux ou de l'assiette des charges fiscales applicables à la prestation entre la date de signature du marché et celle du fait générateur, le prix de règlement sera ajusté en conséquence.

Les pénalités appliquées dans le cadre du présent marché constituent des indemnités destinées à réparer le préjudice subi par le pouvoir adjudicateur du fait du retard ou du manquement du titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. À ce titre, elles ne sont pas soumises à la TVA

5.5 – Monnaie

La monnaie de comptes du présent marché est l'euro.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE SÛRETE ET DE FINANCEMENT

6.1 - Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée au titulaire.

6.2 - Avance

Lot 1 :

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, il peut être ouvert droit à une avance. Les conditions et les modalités définies aux articles R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30% pour les petites et moyennes entreprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

Lot 2 :

Aucune avance ne sera versée.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

7.1 – Modalités de règlement du prix

Pour le marché ordinaire (lot 1) :

Le règlement du prix s'effectue par acomptes mensuels dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Pour l'accord-cadre à bons de commande (lot 2) :

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation de la prestation et décision de réception dans les conditions de l'article 11.7 du CCAG/FCS.

7.2 - Demandes de paiement

La demande de paiement est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

La facture est datée, numérotée et comporte, selon le cas :

- la référence du marché : marché n°2025-MAPA-13
- la référence du bon de commande (lot 2)
- le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé dans le cadre du marché;
- le montant des prestations établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et diminué des réfections le cas échéant ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités et retenues ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 8.4 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renvoyer au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui accompagnent la facture.

7.4 – Règlement en cas de sous-traitance

En cas de co-traitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement. Il fait parvenir les factures du cotraitant qu'il aura préalablement validées.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

7.5 - Présentation des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa demande de paiement par voie dématérialisée via CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les informations nécessaires au dépôt des demandes de paiement sont :

- Rubrique destinataire de la facture :

Le destinataire est-il l'État ? : non

Siret : 93910627400011

Raison sociale : Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Code service : Sèvres

Libellé service : sans objet

- Rubrique références :

Numéro d'engagement : le numéro d'engagement sera transmis au titulaire une fois le marché notifié.

Numéro du marché : information non obligatoire

7.6 - Délai de paiement – Intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement des sommes dues dans le délai stipulé ci-avant donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

ARTICLE 8 – DURÉE DU MARCHE- RECONDUCTION(S) - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

8.1 - Durée du marché - Reconduction(s)-

Pour le lot 1 : Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification.

Il est conclu jusqu'à l'admission par le pouvoir adjudicateur du rapport définitif.

Pour le lot 2 :

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification.

Il est conclu jusqu'à l'admission par le pouvoir adjudicateur de l'ensemble des prestations listées dans le CCTP.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant, leur exécution peut se poursuivre jusqu'à trois (3) mois au plus tard après la date de fin de validité du marché.

8.2 - Délais d'exécution :

Pour le lot 1 : Le calendrier prévisionnel d'exécution est stipulé dans le CCTP. Le calendrier définitif d'exécution sera arrêté et notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Pour le lot 2 : Le délai d'exécution de chaque bon de commande est de **quinze (15) jours ouvrés** à compter de la notification du bon de commande, sauf délai supérieur fixé par ledit bon de commande. Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification et il ne sera pas délivré d'ordre de service de démarrage du délai d'exécution des prestations.

8.3 – Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel (fait du pouvoir adjudicateur ou événement de force majeure).

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le titulaire doit signaler par courriel, dans un délai de 24 heures à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, les causes faisant obstacle à l'exécution de la ou des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve alors le droit d'accepter ou non cette demande, dans un délai de sept (7) jours, à compter de la réception de la demande du titulaire. S'il l'accepte, la demande sera actée par un avenant.

En fonction de la décision du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des prestations, dans le délai imparti. A défaut, le pouvoir adjudicateur fera application des pénalités de retard stipulées au présent CCAP.

Il est également précisé que le délai d'exécution peut faire l'objet d'une modification de la part du pouvoir adjudicateur. Ce dernier informe, par courriel, le titulaire de toutes les modifications relatives à la prolongation de du délai d'exécution. Le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés pour faire part de ses observations. En cas d'accord sur la modification, ou si le titulaire n'a pas formulé d'observations dans le délai imparti, la modification est actée par un avenant au marché. Dans ce cas, il n'est pas fait application des pénalités prévues au présent CCAP.

8.4 - Pénalités

Si le pouvoir adjudicateur demande l'application des pénalités décrites ci-dessous et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, le titulaire subira sur ses créances, des pénalités forfaitaires dont le montant est fixé à :

DEFAUT/RETARD CONSTATE	DELAIS EN JOUR CALENDRAIRE	PENALITES
Exécution des prestations	Retard par rapport au délai imposé au marché.	200 € par jour de retard
Sous-traitance	Sous-traitance non déclarée et/ou en dehors des délais.	1.000 € par manquement
Absence aux réunions	Par constat.	50 € par constat
Cadre de réponse technique	Non-respect du cadre de réponse technique	100 € par manquement constaté
Attestations d'assurances	Retard par rapport au délai imposé au marché.	30 € par jour de retard
Attestations sociales	Retard par rapport au délai imposé au marché.	30 € par jour de retard
Devis	Retard par rapport au délai imposé dans la demande.	30 € par jour de retard
Hygiène et sécurité	Non-respect des consignes en matière d'hygiène et de sécurité.	100 € par manquement constaté
RGPD	Non respect des clauses relatives au traitement des données personnelles.	500 € par manquement constaté

8.5 – Modalités de recouvrement des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités se cumulent entre elles.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment, la possibilité de refuser la prestation réalisée par le titulaire, et d'en prescrire la réfection totale ou partielle aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DES PARTIES

9.1 – Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations confiées dans le cadre du présent marché. Le pouvoir adjudicateur s'engage également à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du présent marché.

9.2 – Obligations du titulaire

9.2.1 – Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat au regard des missions qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché. En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire est réputé avoir commis une faute susceptible d'engager sa responsabilité contractuelle. Le titulaire supporte la charge de la preuve en cas de non atteinte des résultats attendus, sauf pour lui à démontrer la survenance d'un cas de force majeure l'ayant empêché de parvenir aux résultats escomptés.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels. De plus, les prestations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du présent marché, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens susceptibles d'éviter les surcoûts et les retards évitables qui pourraient découler de son intervention.

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur attend notamment du titulaire :

- La réalisation des prestations dans les délais et conditions de qualité fixés ;
- Un devoir de conseil et d'information ;
- L'affectation d'un personnel compétent ;
- L'utilisation de méthodes et d'outils adaptés à la réalisation des prestations.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire, s'il le juge nécessaire. À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner

un remplaçant à compétences équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'avis précité. À défaut de remplaçant ou si le remplaçant est récusé dans le délai d'un mois, le pouvoir adjudicateur pourra envisager la résiliation du marché pour faute du titulaire conformément à l'article 32 du CCAG/FCS.

9.2.2 – Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies au pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9.2.3 – Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.2.4 - Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel, dans les conditions définies par l'article 5 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les informations transmises par le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution des prestations, à d'autres fins que celles définies par les pièces constitutives du présent marché.

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord expresse préalable du pouvoir adjudicateur. L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à des fins de démonstration ou de promotion, sans accord préalable du représentant du pouvoir adjudicateur, est interdite.

De même, le titulaire a une obligation de confidentialité et de non-concurrence sur le savoir-faire apporté par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra veiller à ce que l'ensemble des intervenants opérant sous ses ordres respecte ces règles fondamentales.

Le non-respect de ces stipulations entraîne l'application des stipulations de l'article 13.2 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager la responsabilité pénale et civile du titulaire en cas de contrevenance à cette clause, même au-delà de l'exécution du présent marché.

Le titulaire reconnaît avoir été informé que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible de tomber sous le coup de l'article 226-13 du code pénal et de l'article 43 de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

9.2.5 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG/FCS.

Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/FCS, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du présent marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant au contrat.

9.2.6 - Protection de l'environnement

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG/FCS.

Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de l'environnement en cours d'exécution du présent marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant au contrat.

ARTICLE 10 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

10.1 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification interviennent dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG/FCS, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de la vérification des prestations réalisées pour acceptation.

10.2 - Réception

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce la réception, l'ajournement, la réfection avec réfaction ou le rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 30.2.1 et 30.4 du CCAG/FCS, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire dispose des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

Les frais de manutention, de main d'œuvre et de livraison, engendrés par des prestations refusées par le pouvoir adjudicateur, s'effectueront aux frais du titulaire.

ARTICLE 11 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

11.1 - Lutte contre le travail dissimulé

Dispositif de vigilance :

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le titulaire transmet tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de son (ses) sous-traitant(s) éventuels.

Dispositif d'alerte :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui en joint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de deux (2) mois pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans indemnité aux frais et risques du titulaire.

11.2 - Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, si le titulaire a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet au pouvoir adjudicateur tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés (articles L.1261-1 et suivants).

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

ARTICLE 12 – RESPONSABILITES - ASSURANCES

12.1 – Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants

Le titulaire sera entièrement responsable de la bonne exécution des prestations qui lui seront confiées.

Le titulaire fait son affaire des outils, matériels et logiciels lui appartenant ou appartenant à des tiers pour l'exécution des prestations.

Le personnel du titulaire reste en toutes circonstances sous son autorité hiérarchique et disciplinaire. A ce titre, le titulaire assume l'encadrement de son personnel. Il veille notamment à ce que ses salariés respectent les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de confidentialité en vigueur sur les sites sur lesquels ils sont amenés à intervenir. Le titulaire assure en sa qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés. Les formations, stages, habilitations et, d'une manière générale, toutes dispositions nécessaires à la qualification de son personnel sont à la charge du titulaire. Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire fournit à son personnel d'intervention les vêtements de travail et équipements de protection individuels (EPI) nécessaires à l'exécution des prestations. Le titulaire s'assure que les tenues de travail sont adaptées aux prestations réalisées et veille à leur bon entretien.

Le titulaire sera responsable des dommages de toute nature que son personnel aura occasionné aux biens qui leur sont ou non confiés, au personnel du pouvoir adjudicateur ou à toute autre personne présente sur les sites.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché, et renonce à tout recours contre le pouvoir adjudicateur.

12.2 - Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire sera entièrement responsable de la bonne exécution des prestations qui lui seront confiées.

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité éventuelle.

Le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation auprès du pouvoir adjudicateur dans le délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du marché.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du marché et le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans le délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la demande.

En cours d'exécution du marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le titulaire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

La responsabilité en termes d'assurance sur les opérations du chantier des collections se délimite comme suit :

Les prestataires du lot 1 sont responsables de tout sinistre sur les objets (hors grands formats dont les mouvements sont assurés par le lot 2) depuis leur prélèvement en B9 jusqu'à leur dépose sur une étagère du local provisoire à destination des prestataires du lot 2 ou jusqu'à la fermeture des caisses et leur positionnement sur ces mêmes étagères. Les prestataires du lot 1 sont responsables du déplacement des œuvres sur palettes des locaux provisoires vers le B3 jusqu'à leur dépose en B3, le cas échéant. Ils sont également responsables des mouvements d'œuvres déjà présentes en B24 et pour lesquelles ils assurent les mouvements entre réserves

Les prestataires du lot 2 sont responsables des sinistres survenant lors de la manutention, de l'emballage, pendant l'acheminement depuis le point de départ au point d'arrivée, de leur déballage et jusqu'à l'installation des œuvres dans leur zone de conservation (réserve).

La responsabilité du titulaire du lot 2 est engagée jusqu'à ce que l'objet soit déposé sur son étagère de destination en B24 et B18.

Le cas échéant, un rapport sera rédigé sur les conditions du sinistre.

Les assurances des prestataires du lot 2 devront comporter une clause de non recours.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du marché, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations commandées dans la période allant de la notification de la décision de résiliation à la date d'effet de celle-ci.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

13.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, il sera fait application de l'article 42 du CCAG/FCS.

13.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG/FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 43.5 du CCAG/FCS**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

- **En complément à l'article 41 du CCAG/FCS**, en cas de non production dans les huit (8) jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire, restée sans effet dans un délai fixé à huit (8) jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- Il est précisé que l'inexactitude des renseignements relatifs aux interdictions de soumissionner aux marchés publics entraîne, par décision du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire, ce de manière expresse, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- En cas de non-respect, par le titulaire, ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article 11.1 ci-avant, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, ou cotraitant, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire, ou le cotraitant, dispose de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

- Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre d'un marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14 – LITIGES

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tout différend, litige ou autre contestation lié à la conclusion, l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du présent marché, y compris leurs suites et leurs conséquences, sera porté devant le tribunal administratif de Paris.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 15- CLAUSES DE RÉEXAMEN

Par application des dispositions des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du code de la commande publique, et en complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres stipulations du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

15.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- liquidation judiciaire,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles et techniques, économiques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de l'attribution du marché.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

15.2 – Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, **par dérogation à l'article 3.5. du CCAG/FCS.**

15.3 – Prix nouveaux - prestations supplémentaires ou modificatives

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques et prix du marché sans autorisation préalable de l'acheteur.

Il est dérogé à l'article 23.1 du CCAG-FCS. Toute prestation supplémentaire ou modificative sera fixée par voie d'avenant, y compris pour des prix nouveaux au BPU.

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

<u>ARTICLE DU CCAP</u>	<u>ARTICLE DU CCAG – FCS</u>
<u>Article 3</u>	<u>Article 4.1</u>
<u>Article 3</u>	<u>Article 4.2</u>
<u>Article 2.3.2</u>	<u>Article 3.7.2</u>
<u>Article 8.3</u>	<u>Article 13.3</u>
<u>Article 8.4</u>	<u>Article 14.1</u>

<u>Article 8.5</u>	<u>Article 14.1.1</u> <u>Article 14.1.2</u>
<u>Article 10.1</u>	<u>Article 27.2.2</u> <u>Article 27.3</u>
<u>Article 10.2</u>	<u>Article 30.2.1</u> <u>Article 30.4</u>
<u>Article 13.2</u>	<u>Article 43.5</u>
<u>Article 9.2.6</u>	<u>Article 6.2</u>
<u>Article 9.2.7</u>	<u>Article 7.2</u>
<u>Article 15.2</u>	<u>Article 3.5</u>
<u>Article 15.3</u>	<u>Article 23.1</u>

***** FIN DU DOCUMENT *****